

Chili : Pour une analyse de la conjoncture

jeudi 26 décembre 2019, par [Tendencia socialista revolucionaria](#) (Date de rédaction antérieure : 26 octobre 2019).

Une explosion sociale d'une importance énorme est en cours de développement. Nous sommes des millions dans la rue. Dans cet article, nous donnons quelques éléments pour décrire ce soulèvement populaire et d'autres pour tenter de l'expliquer. La plus grande inconnue est son évolution dans le temps.

La première chose à noter est qu'il s'agit d'une explosion massive. Elle a commencé à Santiago du Chili, la capitale du pays, puis s'est rapidement étendue à toutes les régions. À toutes les villes, villages, quartiers où nous habitons. Santiago et le pays sont structurés en villes segmentées par classes sociales. Il y a des quartiers riches, des quartiers des classes moyennes et des quartiers pauvres. Les quartiers ouvriers et ceux des classes moyennes sont tous mobilisés. Et même les quartiers riches ont été touchés par la protestation.

La deuxième caractéristique est le développement vertigineux et surprenant des événements. L'explosion a surpris toute la société chilienne. Piñera avait déclaré quelques jours auparavant que « au milieu de cette Amérique latine en crise, notre pays est une véritable oasis, avec une démocratie stable, le pays est en croissance, les salaires s'améliorent ». L'élite politique a été surprise et n'arrive toujours pas à comprendre ce qui se passe.

L'étincelle qui a mis le feu à la poudre

Le 4 octobre, le gouvernement de droite de Sebastián Piñera a augmenté le tarif du métro à 830 pesos. Le 7 octobre, des étudiants et lycéens ont commencé une action qui a radicalement changé la situation politique du pays, sous le mot d'ordre « frauder, ne pas payer, une autre façon de lutter ». En groupe, ils sautent le tourniquet du métro et voyagent sans payer. Quelque chose de simple aux conséquences insoupçonnées. En quelques jours, nous passons de la passivité, du désespoir et du consumérisme extrême pour devenir les acteurs d'un mouvement si profond qu'il remet en question tout l'ordre néolibéral imposé par la dictature et l'ordre politique inauguré en 1990. Une fois de plus, les jeunes jouent le rôle de catalyseur d'un mécontentement incubé depuis des décennies.

Le 14 octobre, la fraude était déjà massive, le métro fermait des stations. La vie quotidienne a commencé à être interrompue pour des centaines de milliers d'habitants de Santiago, pour la plupart ouvriers, étudiants et salariés. Le 16 octobre, les passagers du métro (et non plus seulement les lycéens et étudiants) ont renversé une clôture dans la station de métro Plaza de Armas. Un ex-directeur du métro a déclaré dans les médias, s'adressant aux jeunes : « connards, cela n'a pas marché, vous n'avez pas gagné le soutien de la population ». Le 17 octobre, les députés du renouveau national ont proposé une loi visant à ériger en infraction pénale la fraude dans le métro. Ils commencent à bloquer les cartes qui permettent aux étudiants de bénéficier d'un tarif réduit.

Le 18 octobre est notre jour

La ville de Santiago a explosé. La protestation sociale et les affrontements avec les carabiniers se sont intensifiés. Les concerts de casseroles se multipliaient dans tous les coins. Tard dans la nuit, Piñera a annoncé l'état d'urgence, un état d'exception constitutionnel qui limite la liberté de

déplacement et de réunion. L'armée est descendue dans la rue. Cette image qui nous rappelait la dictature de Pinochet, loin de nous effrayer, enflammait nos esprits. C'était la réponse du gouvernement aux incendies dans les stations de métro et les supermarchés. La ville s'est arrêtée et les régions se sont levées. Le couvre-feu a été décrété. Les masses n'ont pas respecté les interdictions imposées par un gouvernement qui commence à prendre des mesures dictatoriales. Nous avons déjà des morts et des mortes, des blessés et des blessées, et des centaines de détenus et de détenues.

Les jours suivants, les manifestations de masse se sont multipliées.

Qu'exprime ce soulèvement ?

La rage, le mécontentement, l'angoisse qui se sont accumulés depuis de nombreuses années. Nous avons protesté pacifiquement et ils ne nous ont pas écoutés. Le Chili est le pays pionnier dans l'application du modèle néolibéral. Soumis au Fonds monétaire international, aux conditions imposées par les accords de libre-échange, à cette voie choisie pour une intégration subordonnée de notre pays au marché mondial et aux intérêts des entreprises transnationales. Un modèle qui a approfondi l'extractivisme et produit un désastre environnemental. Pendant des années, nous avons été cités comme l'exemple du « bien que le néolibéralisme fait aux pays qui veulent se développer ». Des milliers de Latino-Américains émigrent au Chili dans l'espoir de s'intégrer au paradis de la consommation.

L'ordre néolibéral a privatisé et transformé en marchandises tous les droits sociaux et les éléments qui garantissent la vie et la reproduction de la vie. La santé, l'éducation, le logement, la sécurité sociale, la circulation routière, l'électricité, l'eau - tout a été privatisé pour fonctionner selon la logique du marché. Alors que les salaires sont insuffisants, il n'y a que deux façons d'obtenir les biens nécessaires et de s'intégrer comme consommateurs dans ce marché en expansion. L'une consiste à travailler deux fois plus dur et l'autre à emprunter. Dans les deux cas, c'est une bombe à retardement.

La fin de la dictature militaire de Pinochet et son remplacement par des gouvernements démocratiques n'ont pas mis fin au néolibéralisme ni à la Constitution de 1980. Les gouvernements de Concertación, de la Nueva Mayoría et ceux de droite ont maintenu l'essence du régime social, économique et constitutionnel établi pendant la dictature. Les travailleurs, les étudiants, les femmes, les retraités, les autochtones, nous nous battons depuis des années pour mettre un terme à cet ordre des choses. Ceux qui promettaient des changements pour être élus au suffrage populaire - la Concertación et la Nueva Mayoría - ont trahi tous les espoirs que le peuple avait de récupérer les droits enlevés par la dictature, une fois la démocratie rétablie.

La distance entre le peuple et les partis politiques qui ont mené la transition vers la démocratie s'est accrue de jour en jour. Aujourd'hui, un abîme les sépare. Le modèle de démocratie protégée instituait des mécanismes qui ont aggravé le divorce entre le peuple et l'élite politique.

Aujourd'hui, le peuple se soulève non seulement contre le néolibéralisme et ses conséquences, mais aussi contre le régime politique de cette démocratie inaugurée en 1990 et qui a été aveugle, sourde et muette face à ses besoins les plus pressants. Aujourd'hui, la haine s'exprime pour ces trente années de démocratie destinées à enrichir les plus riches et à maintenir les gens atomisés, fragmentés, aliénés au travail, dans la consommation et dans la drogue. La fragmentation du sujet populaire est encouragée par les mécanismes législatifs et par le modèle de relations de travail également hérité de la dictature. Empêcher la réarticulation des forces qui permettent le développement de la lutte de classe est un objectif stratégique de la classe dirigeante.

La corruption et les abus pénètrent l'appareil d'État, les entreprises et les églises - catholique et protestantes. Les carabiniers, les militaires, les sénateurs, les députés ont volé des milliards de pesos, les hommes d'affaires paient les législateurs pour adopter des lois en leur faveur. Tout cela a été découvert. Des personnalités importantes dans les églises ont abusé sexuellement d'enfants. Et le pays l'a découvert. La rage et la méfiance à l'égard de toutes les institutions ne cessent de croître.

Appel à la grève générale

La Coordination féministe du 8 mars, l'Assemblée de coordination des lycéens, la Fédération des étudiants de l'Université du Chili, le Mouvement pour l'eau et les territoires, les organisations des quartiers périphériques et populaires et les organisations de défense des droits humains ont publiquement appelé à une grève générale le 21 octobre. La Centrale unitaire des travailleurs (CUT, dirigée par les communistes et les socialistes) et le mouvement No Mas AFP [1] n'ont pas rejoint cet appel parce qu'ils avaient prévu une mobilisation les 23 et 24 octobre et qu'ils ont décidé de respecter leur propre ordre du jour en ignorant les pulsions des rues.

Il n'y a pas eu de grève générale le 21 octobre. Mais tous les ports du Chili, regroupés dans l'Union portuaire, ont été paralysés ainsi que certains secteurs miniers. Ce jour-là, la vie professionnelle a été interrompue dans la région métropolitaine par le manque de transports collectifs et non par une décision consciente des travailleurs. Suite aux décisions de la CUT, au cours de cette semaine, les agents de santé, les agents fiscaux et certains secteurs des transports collectifs de Santiago ont été paralysés séparément et à des jours différents.

Le gouvernement tient grâce à l'appui de l'opposition

Au milieu de la crise, le gouvernement a rencontré des dirigeants démocrates-chrétiens, radicaux et du Parti pour la démocratie (PPD, social-libéral). Ils ont conseillé au gouvernement de changer de cabinet, de concevoir « des mécanismes plus participatifs de gestion de l'État » et de faire des petites concessions. C'est une issue pour le gouvernement. Quelle que soit la situation dans les prochains jours, elle réaffirme le caractère bourgeois et anti-populaire de ces partis. Le PC, le PS et le Frente amplio (FA) ont été convoqués à La Moneda, mais n'y ont pas été.

Le PC et FA espèrent créer des mécanismes pour se reconnecter aux masses. Ils recherchent une représentativité du mouvement. Ils parient sur un processus de conseils comme moyen de nous ramener vers eux.

Notre pari

Nous avons participé activement à ce mouvement en promouvant la création d'Assemblées territoriales, composées de résidents, de travailleurs et d'étudiants, qui dynamisent la protestation et font face aux problèmes les plus urgents de la population et des secteurs en lutte. Nous espérons une maturation politique de ces Assemblées, leur coordination et que ce soit elles qui décident des prochaines étapes du mouvement. L'action de masse a ouvert une nouvelle période politique, notre volonté est que dans cette nouvelle période ce soient les masses qui deviennent les protagonistes. Nous ne savons pas si, à un moment donné, le soulèvement aura épuisé sa dynamique interne, mais nous sommes sûrs que la situation politique interne est devenue plus dynamique à la suite des grands bouleversements en Amérique latine. La période à venir sera celle de grandes tâches d'organisation orientées par la nécessité de construire des outils tactiques et stratégiques qui nous permettront de faire avancer et de consolider les positions anticapitalistes, écosocialistes et féministes.

Vive celles et ceux qui luttent !

- Santiago, le 26 octobre 2019

* Tendencia socialista revolucionaria (Tendance socialiste révolutionnaire) est une organisation qui se réclame de la tradition de la IV^e Internationale au Chili.

Tendencia socialista revolucionaria

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

Notes

[1] No Mas AFP (Plus d'administrateurs de fonds de pensions) est un mouvement qui lutte contre le système de retraites privatisé en 1980 sous le régime de Pinochet, à l'initiative de ses conseillers économiques « Chicago boys ». Un système très rentable pour ses « administrateurs », mais qui verse des retraites de misère.